

BOIS Le Lycée du Fresne, à Sainte-Gemmes-sur-Loire, accueillait cette semaine deux journées rassemblant des spécialistes du végétal. Un de leurs gros chantiers, la gestion des haies.

Gérer le bocage de manière durable



Des acteurs du territoire venus de toute la France ont réfléchi, lundi, à la meilleure manière d'entretenir les haies.

Elle protège contre les vents, elle freine l'écoulement de l'eau, elle est un lieu de vie pour les animaux, elle contribue à la beauté des paysages, et elle est, encore, source d'énergie renouvelable. La haie remplit de nombreux services pour les agriculteurs et redevient, dans un contexte de transition énergétique, une source d'énergie à mobiliser. Lors de la journée organisée par l'Afac-Agroforesterie, le 16 novembre au lycée du Fresne, des participants de toute la France ont échangé sur la gestion durable du bocage, de la plantation à la valorisation du bois.

Gilles Beaujean, de la SCIC* Maine-et-Loire Bois énergie, a présenté la démarche qui fédère aujourd'hui 80 associés, dont 44 fournisseurs de bois déchiqueté servant à alimenter des chaufferies. Il a insisté sur l'aspect économique de la haie. « Si l'entretien des haies ne représente qu'un coût pour les agriculteurs, cela risque de se terminer à coup de pelle-teuse. Le rôle de la SCIC est notamment de les aider dans l'organisation des chantiers de coupe et dans la gestion durable de leurs ressources », a expliqué le conseiller. L'exploitation du bois bocager ne peut se faire qu'à partir d'une

filiale structurée. « L'idée est de fournir une énergie renouvelable sur le long terme aux clients. Nous avons du bois aujourd'hui mais si on ne le gère pas correctement, on peut rapidement ne plus en avoir demain ».

Réaliser des plans de gestion du bocage, pour évaluer les volumes de bois et ne pas prélever davantage que l'accroissement annuel, afin que la ressource puisse se régénérer, est un élément essentiel pour une gestion durable du bocage, comme l'ont souligné plusieurs intervenants.

S.H.

*Société coopérative d'intérêt collectif.

LAURE POINTEREAU, D'AFAC AGROFORESTERIE

Une filière de végétaux d'origine locale se met en place

Qu'est-ce l'Afac-agroforesterie ?

L'Association française de l'arbre champêtre et de l'agroforesterie s'occupe de tous les arbres en milieu ouvert, c'est-à-dire, en résumé, tout sauf la forêt. Nous fédérons 95 structures en France qui travaillent sur le bois bocager. Notre rôle est de porter leur voix auprès des ministères de l'Environnement et de l'Agriculture, et au niveau européen.



Laure Pointereau : « Aujourd'hui il y a plus de haies qui disparaissent que de haies plantées. » Mardi se tenait, au lycée du Fresne, la première édition du Forum Arbres, arbustes et territoires.

Vous cherchez à développer une filière de végétaux d'origine locale. De quoi s'agit-il ?

Aujourd'hui, des graines sont souvent importées et leur génétique n'est pas toujours adaptée au milieu local. C'est pourquoi l'Afac-Agroforesteries, la Fédération des conservatoires botaniques nationaux et Plante & Cité ont créé le label "Végétal local" il y a 4 ans, avec pour objectif d'amener une traçabilité des essences champêtres et de créer une nouvelle filière d'arbres et d'arbustes. Une filière qu'il faut constituer de A à Z. Un réseau de récolteurs de graines, souvent bénévoles, est mis en place sur toute la France, et un pépiniériste va s'engager dans la démarche. L'objectif est aussi d'arriver à ce que les maîtres d'ouvrage intègrent ces végétaux d'origine locale dans leurs appels d'offre.

PROPOS RECUEILLIS PAR S.H.

LAIT L'objectif de la rencontre était entre autres de revenir sur les acquis de la table ronde du 24 juillet et leur application concrète sur les prix payés aux producteurs.

Les éleveurs rencontrent l'entreprise Eurial

Une dizaine de producteurs des sections lait des départements du Morbihan, de Loire-Atlantique et de Vendée étaient présents, vendredi 6 novembre, à Belleville-sur-Vie pour une rencontre régionale avec le président du groupe Eurial. Ce type de rencontre a été organisé avec toutes les entreprises de la région par les sections lait de la FRSEA Ouest et de Charentes-Poitou. Pour rappel, ce même type de rencontre avait déjà été organisé avec le groupe Terra Lacta, quelques semaines auparavant.

Donner l'exemple

« Suite aux deux tables rondes du 24 juillet et du 1^{er} octobre, les producteurs attendent



L'usine de mozzarella d'Eurial.

beaucoup des entreprises coopératives, qui doivent donner l'exemple et tirer l'ensemble de la filière vers le haut », a rappelé Patrice Remaud, président de la section lait de la FDSEA de Vendée. Sur le paramètre des prix du lait, l'entreprise Eurial ne se défait pas et devrait être dans le haut du tableau pour cette année 2015. « On a com-

munié à nos sociétaires que le prix de base moyen de l'année devrait être proche de 310 €/1 000 l » a rappelé Jean-Luc Rabillard, président du groupe. « Un prix plus élevé que dans la plupart des pays européens, acquis notamment par les actions des producteurs tout au long de l'année. Sans notre mobilisation, on serait plutôt vers 270 €/1 000 l », a rappelé Patrice Remaud. Autre acquis des éleveurs, l'abandon du prix B chez Eurial annoncé pour la fin de la campagne laitière.

« N'empêche que ça ne suffit pas et ce ne sont pas les perspectives qui s'annoncent pour début 2016 qui vont nous rassurer », alertent les éleveurs.

« Il est impératif de maintenir ces niveaux de prix dès le début d'année prochaine. C'est avant tout une décision politique », affirment les éleveurs, pour la plupart sociétaires du groupe.

Le marché de la RHD dans le viseur

La seconde voie à explorer, c'est le marché de la restauration hors foyer. Sur ce point, le groupe Eurial est fortement concerné avec ses produits tels que la mozzarella. « Les producteurs peuvent venir en soutien des démarches commerciales des entreprises. Nous devons exercer une plus grande pression sur ce marché. » Ce secteur, très atomisé et très complexe,

pourrait être un levier important au maintien des prix sur le marché national. « Les coopératives, par leurs statuts et leur ancrage territorial ont une carte à jouer pour valoriser la marque France. Cette image a une véritable valeur », insistent les éleveurs.

Les éleveurs des sections lait préviennent : « aujourd'hui les stocks d'aliments sont au plus bas dans les exploitations. L'hiver sera catastrophique si les prix baissent encore. Il est impératif de réagir. L'attente est immense. On n'hésitera pas à aller bloquer des entreprises phares de la restauration hors domicile si c'est nécessaire pour que le prix ne baisse pas. »

MATHILDE VIONNET